

Ne sont pas prises en considération :

1^o pour le temporaire, les périodes de suspension de service pour cause de maladie ou d'infirmité, qui dépassent :

a) 30 jours pour les agents qui ont moins de deux ans de service;

b) 60 jours pour les agents qui ont entre deux ans et moins de quatre ans de service;

c) 90 jours pour les agents qui ont quatre ans de service et plus;

2^o pour la personne engagée par contrat de travail, les périodes de suspension qui ne sont pas rémunérées et qui ne sont pas prises en considération pour l'avancement de traitement, sauf le jour de carence.

§ 2. Les services, y compris les périodes qui, suivant le statut des agents de l'institut, correspondent à une situation dans laquelle un agent de l'institut conserve ses droits à l'avancement de traitement, que le contractuel a prestés dans le secteur public en tant que chômeur mis au travail, sont pris en considération à concurrence d'un maximum de six ans lors de l'octroi des augmentations intercalaires.

Les services prestés pris en considération en application de l'alinéa premier sont calculés par mois; ceux qui ne couvrent pas un mois complet ne sont pas admis.

§ 3. Si le traitement fixé conformément aux §§ 1^{er} et 2 est inférieur au traitement dont le membre du personnel jouit au moment de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sur base de son occupation comme temporaire ou comme chômeur mis au travail, le contractuel continue à jouir de ce traitement plus élevé jusqu'à ce que conformément aux règlements pécuniaires en vigueur, il obtienne un traitement au moins égal à ce montant.

Art. 9. La personne qui a été recrutée en application de l'article 4 bénéficie d'une rémunération correspondant à ses qualifications. Le montant de cette rémunération est fixé par le ministre. Celui-ci ne peut fixer un montant supérieur à celui qui résulterait de l'application des articles 7 et 8 qu'après avoir recueilli l'avis de l'inspecteur des finances, l'accord du ministre du budget et l'accord du ministre de la fonction publique.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,

G. COËME

Evenwel komen niet in aanmerking :

1^o voor de tijdelijke, de periodes van dienstschorsing wegens ziekte of gebrektheid, langer dan :

a) 30 dagen voor personeelsleden met minder dan twee jaar dienst;

b) 60 dagen voor personeelsleden met twee en minder dan vier jaar dienst;

c) 90 dagen voor personeelsleden met vier jaar dienst en meer;

2^o voor de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen persoon, de periodes van schorsing die niet bezoldigd zijn en niet voor een bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komen, behoudens de carensdag.

§ 2. De diensten, met inbegrip van de periodes die krachtens het statuut van het personeel van het instituut overeenstemmen met een toestand waarbij een ambtenaar van het instituut zijn aanspraak op een bevordering tot een hogere wedde behoudt, die de contractueel heeft verricht als tewerkgestelde werkloze in de overheidssector, worden tot maximum zes jaar in aanmerking genomen voor het toekennen van tussentijdse verhogingen.

De verrichte diensten die niet met toepassing van het eerste lid in aanmerking worden genomen, worden per maand berekend; de verrichte diensten die geen volle maand omvatten, worden niet meegerekend.

§ 3. Indien de overeenkomstig de paragrafen 1 en 2 vastgestelde wedde lager is dan die welke het personeelslid bij de inwerkingtreding van deze bepaling genoot op grond van zijn tewerkstelling als tijdelijke of als tewerkgestelde werkloze, blijft de contractueel die hogere wedde genieten totdat hij overeenkomstig de geldende bezoldigingsregeling een wedde ontvangt die ten minste gelijk is aan dat bedrag.

Art. 9. Hij die geworven is met toepassing van artikel 4, geniet een bezoldiging die overeenstemt met zijn kwalificaties. Het bedrag van die bezoldiging wordt door de minister bepaald. Deze mag pas nadat hij het advies van de inspecteur van Financiën heeft ingewonnen en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken heeft verkregen een bedrag bepalen dat hoger is dan het bedrag dat zou voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 7 en 8.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

G. COËME

F. 93 — 1008

[C — 14062]

18 MARS 1993. — Arrêté royal fixant le statut du personnel de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, modifié par l'arrêté royal n^o 4 du 18 avril 1967;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 71, 72, 73 et 74;

Vu les protocoles du Comité de secteur VIII du 30 octobre 1991 et du 11 mars 1993;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 6 mai 1992 et le 14 octobre 1992;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 11 février 1993;

Vu l'avis de Notre Ministre du Budget, donné le 11 février 1993;

N. 93 — 1008

[C — 14062]

18 MAART 1993. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut van het personeel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 71, 72, 73 en 74;

Gelet op de protocollen van het Sectorcomité VIII van 30 oktober 1991 en van 11 maart 1993;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 1992 en op 14 oktober 1992;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 februari 1993;

Gelet op het advies van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 februari 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des
Communications et des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications;
- 2° « ministre » : le ministre qui a les postes et les télécommunications dans ses attributions;
- 3° « agent » : toute personne qui, à l'essai ou à titre définitif, fait partie du personnel de l'institut.

Art. 2. Le présent statut est applicable à tout agent de l'institut.

Il régit également l'accès, à l'essai ou à titre définitif, aux emplois de l'institut.

Art. 3. § 1er. Les agents sont nommés à des grades dont la hiérarchie comprend trois niveaux, subdivisés en rangs.

§ 2. Le niveau d'un grade détermine la place de celui-ci dans la hiérarchie.

Le rang détermine l'importance relative d'un grade dans son niveau.

Art. 4. Le grade est le titre qui situe l'agent à un rang et qui l'habilite à occuper un des emplois qui correspondent à ce grade.

Les grades d'un même rang sont dénommés « grades équivalents ».

Art. 5. Les grades que peuvent porter les agents de l'institut sont répartis entre les différents niveaux et rangs, conformément à l'annexe I.

Art. 6. Les niveaux des grades que peuvent porter les agents de l'institut sont numérotés de 1 à 3, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Art. 7. Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres. Le chiffre de gauche indique le niveau; celui de droite situe le rang dans le niveau.

Art. 8. Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

Art. 9. Les agents du niveau 1 sont nommés par le ministre.

Les agents des niveaux 2 et 3 sont nommés par le ministre ou par l'administrateur général lorsqu'il lui en a délégué le pouvoir.

Art. 10. Le ministre désigne, par voie de mandat, les titulaires des grades d'administrateur général et de directeur général.

TITRE II. — Du recrutement

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 11. Nul ne peut être nommé agent de l'institut s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- 1° réunir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;
- 2° avoir réussi le concours de recrutement;
- 3° pour les agents définitifs, avoir accompli avec succès la période d'essai imposée;
- 4° justifier, selon les modalités déterminées par Nous, de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à conférer.

Art. 12. Nul ne peut être nommé agent de l'institut s'il ne remplit les conditions d'admissibilité ci-après :

- 1° pour l'exercice des fonctions qui impliquent une participation à l'exercice de la puissance publique, être Belge ou, pour l'exercice des autres fonctions, être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés européennes;
- 2° être de conduite irréprochable;
- 3° jouir des droits civils et politiques;
- 4° satisfaire aux obligations de milice;
- 5° n'avoir pas atteint l'âge de cinquante ans à la date fixée conformément à l'article 14, alinéa 1er;

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van
Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° « instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;
- 2° « minister » : de minister tot wiens bevoegdheid de posten en de telecommunicatie behoren;
- 3° « ambtenaar » : ieder persoon die, op proef of in vast verband, deel uitmaakt van het personeel van het instituut.

Art. 2. Dit statuut is van toepassing op elke ambtenaar van het instituut.

Het regelt eveneens de toegang, op proef of in vast verband, tot de betrekkingen van het instituut.

Art. 3. § 1. De ambtenaren worden benoemd tot graden waarvan de hiërarchie drie in rangen onderverdeelde niveaus omvat.

§ 2. Het niveau van een graad bepaalt de plaats ervan in de hiërarchie.

De rang bepaalt de betrekkelijke waarde van een graad in het niveau ervan.

Art. 4. De graad is de titel die de ambtenaar in een rang situeert en hem machtigt tot het bekleden van één van de betrekkingen die met die graad overeenstemmen.

De graden van eenzelfde rang heten « gelijkwaardige graden ».

Art. 5. De graden die de ambtenaren van het instituut kunnen bekleden worden verdeeld over de verschillende niveaus en rangen, overeenkomstig bijlage I.

Art. 6. De niveaus van de graden die de ambtenaren van het instituut kunnen bekleden worden genummerd van 1 tot 3; het cijfer 1 wordt toegekend aan het hoogste niveau.

Art. 7. Elke rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers. Het linkercijfer geeft het niveau aan, het rechtercijfer situeert de rang in zijn niveau.

Art. 8. In elk niveau worden de rangen genummerd volgens hun plaats in de hiërarchie, waarbij de hoogste rang het hoogste getal toegewezen krijgt.

Art. 9. De ambtenaren van niveau 1 worden benoemd door de minister.

De ambtenaren van de niveaus 2 en 3 worden benoemd door de minister of door de administrateur-generaal wanneer hij hem daartoe de bevoegdheid heeft opgedragen.

Art. 10. De minister wijst bij wege van een mandaat de bekleders aan van de graden van administrateur-generaal en van directeur-generaal.

TITEL II. — Werving

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 11. Niemand kan tot ambtenaar van het instituut worden benoemd indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de voor de te verlenen betrekking bepaalde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;
- 2° geslaagd zijn voor het vergelijkend wervingsexamen;
- 3° voor de vastbenoemde ambtenaren, de opgelegde proeftijd met goed gevolg hebben doorgebracht;
- 4° volgens door Ons vast te stellen nadere regelen, bewijzen de lichamelijke geschiktheid voor het uit te oefenen ambt te bezitten.

Art. 12. Niemand kan tot ambtenaar van het instituut worden benoemd indien hij niet voldoet aan de volgende toelaatbaarheidsvereisten :

- 1° voor de uitoefening van de ambten die een deelneming aan de uitoefening van het openbaar gezag inhouden, Belg zijn of, voor de uitoefening van de overige ambten, Belg zijn of onderdaan van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° aan de militieplichten voldoen;
- 5° de leeftijd van vijftig jaar niet hebben bereikt op de datum die is vastgesteld overeenkomstig artikel 14, eerste lid;

de pour certains emplois, être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études en rapport avec le grade à conférer.

Le ministre détermine parmi les diplômes ou certificats d'études mentionnés à l'annexe I de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, ceux qui sont requis pour certains emplois.

CHAPITRE II. — Des concours de recrutement

Art. 13. Les concours de recrutement sont organisés pour la nomination aux grades énumérés à l'annexe II.

Art. 14. Les candidats doivent satisfaire à la condition d'âge le dernier jour du mois qui précède celui au cours duquel le concours du recrutement est annoncé.

Les agents déjà en service sont dispensés de la condition d'âge lorsqu'ils se portent candidats à un emploi correspondant à un des grades énumérés à l'annexe II.

Art. 15. Pour l'organisation des concours de recrutement le ministre fait appel au Secrétaire permanent au recrutement.

Art. 16. Le Secrétaire permanent au recrutement annonce chaque concours de recrutement, par avis inséré au *Moniteur belge*, et, en outre, s'il le juge opportun, par tout autre moyen de publication qu'il estime adéquat.

L'avis mentionne au moins les conditions générales et, le cas échéant, les conditions spéciales que les candidats doivent remplir afin de pouvoir être nommés ainsi que la date à laquelle les conditions doivent être remplies; s'il s'agit d'un concours de recrutement avec enjeu, il mentionne également le nombre d'emplois à conférer.

Art. 17. Les lauréats d'un concours conservent le bénéfice de leur réussite pendant trois ans à compter de la date d'approbation du procès-verbal du concours.

En cas de nomination, les résultats que l'agent a obtenus dans chaque épreuve, ainsi que son classement, figurent à son dossier individuel.

CHAPITRE III. — De l'entrée en fonction

Art. 18. § 1er. Les lauréats d'un concours de recrutement entrent en service dans l'ordre de leur classement.

Lorsque l'entrée en fonction d'un candidat est retardée en raison d'un empêchement légal ou à la suite d'une enquête pour vérifier s'il est de conduite irréprochable, le classement n'est pas modifié et l'entrée en fonction a lieu dès que cet empêchement prend fin ou lorsque l'enquête précitée conclut à l'admissibilité. Ce candidat prend rang à la date du recrutement de celui qui était classé immédiatement après lui.

Les lauréats qui demandent, pour d'autres raisons, à ajourner leur entrée en fonction, perdent, en cas d'acceptation de leur demande, le bénéfice de leur classement et ne peuvent être admis à l'essai qu'en cas de vacance d'un emploi avant l'expiration du délai de validité du concours.

§ 2. Sauf dans les cas déterminés par Nous, l'admission en service peut avoir lieu avant la vérification des aptitudes physiques du candidat.

Si à l'issue de cette vérification, l'agent est déclaré non admissible, il est démis d'office par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination ou, s'il occupait déjà un emploi à l'institut, réintégré dans son ancien grade.

Dans le premier cas, il est conclu avec l'intéressé, au plus tard à la date de sa démission d'office, un contrat à durée déterminée. Celle-ci est égale à la durée minimum exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage.

Lorsqu'il est dans l'incapacité de travailler à la date à laquelle prend cours ce contrat ou lorsqu'il le devient pendant l'exécution de celui-ci, un traitement lui est payé dans le premier cas durant six mois et dans le deuxième cas durant la période nécessaire pour couvrir le stage prévu dans le cadre de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, secteur des indemnités.

Art. 19. Au moment de leur entrée en fonction, les agents sont tenus de prêter serment, dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831 concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative.

Les agents du niveau 1 prêtent serment entre les mains du ministre. Les agents des niveaux 2 et 3 prêtent serment entre les mains de l'administrateur général ou du fonctionnaire désigné par le ministre.

6° pour sommige betrekkingen, houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verband met de te verlenen graad.

De minister bepaalt onder de diploma's en de studiegetuigschriften die vermeld worden in bijlage I bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, die welke vereist zijn voor bepaalde betrekkingen.

HOOFDSTUK II. — Vergelijkende wervingsexamens

Art. 13. De vergelijkende wervingsexamens worden georganiseerd voor de benoeming tot de graden die als bijlage II worden opgesomd.

Art. 14. De gegadigden moeten voldoen aan de leeftijdsvoorwaarden op de laatste dag van de maand die voorafgaat aan die in de loop waarvan het vergelijkend wervingsexamen wordt aangekondigd.

De ambtenaren die reeds in dienst zijn worden van de leeftijdsvoorwaarden vrijgesteld wanneer zij solliciteren naar een betrekking die overeenstemt met één van de als bijlage II opgesomde graden.

Art. 15. Voor de organisatie van de vergelijkende wervingsexamens doet de minister een beroep op de vaste wervingsexamens.

Art. 16. De vaste wervingsexamens kondigt elk vergelijkend wervingsexamen aan bij wege van een in het *Belgisch Staatsblad* te plaatsen bericht en, wanneer hij dat wenselijk acht, door elk ander middel van bekendmaking dat hij passend vindt.

Het bericht vermeldt ten minste de algemene en desgevallend ook de bijzondere vereisten waaraan de gegadigden moeten voldoen om benoemd te kunnen worden, de datum waarop de vereisten moeten vervuld zijn, en, indien het een vergelijkend wervingsexamen met inzet betreft, het aantal te verlenen betrekkingen.

Art. 17. De geslaagden voor een vergelijkend examen behouden het voordeel van hun goede uitslag gedurende drie jaar, te rekenen van de datum van goedkeuring van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

In geval van benoeming worden de uitslagen die de ambtenaar in elk examengedeelte heeft behaald alsmede zijn rangschikking vermeld in zijn persoonlijk dossier.

HOOFDSTUK III. — Indiensttreding

Art. 18. § 1. De geslaagden voor een vergelijkend wervingsexamen treden in dienst in de volgorde van hun rangschikking.

Wanneer de indiensttreding van een gegadigde uitgesteld wordt wegens een wettig beletsel of ingevolge een onderzoek om uit te maken of hij van onberispelijk gedrag is, wordt de rangschikking niet gewijzigd en treedt de betrokkene in dienst zodra het beletsel ophoudt te bestaan of wanneer voorvermeld onderzoek tot de toelaatbaarheid besluit. Die gegadigde neemt rang in op de datum van aanwerving van degene die onmiddellijk na hem was gerangschikt.

De geslaagden die om andere redenen uitstel van indiensttreding vragen, verliezen het voordeel van hun rangschikking indien hun verzoek wordt voldaan, en zij kunnen alleen tot de proeftijd worden toegelaten indien een betrekking vrijkomt vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van het vergelijkend examen.

§ 2. Behoudens in de door Ons bepaalde gevallen kan de indienstneming plaatshebben vóór het onderzoek naar de lichamelijke geschiktheid van de kandidaat.

Indien ingevolge dit onderzoek, de ambtenaar niet toelaatbaar wordt verklaard, wordt hij door de overheid die bevoegd is om te benoemen ambtshalve ontslagen of, indien hij reeds een betrekking bekleedde bij het instituut, teruggeplaatst in zijn vroegere graad.

In het eerste geval wordt, ten laatste op de datum van zijn ambtshalve ontslag, met de betrokkene een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur afgesloten. Deze is gelijk aan de minimumduur die in zijn geval vereist is om het voordeel van de werkloosheidsuitkeringen te genieten.

Wanneer hij op de datum waarop deze overeenkomst begint te lopen arbeidsongeschikt is of wanneer hij dat wordt tijdens de uitvoering ervan, wordt hem in het eerste geval een wedde uitbetaald gedurende zes maanden en in het tweede geval gedurende de periode nodig om de wachttijd te dekken voor de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen.

Art. 19. De ambtenaren moeten bij hun indiensttreding de eed afleggen in de bewoordingen bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie.

De ambtenaren van niveau 1 leggen de eed af in handen van de minister. De ambtenaren van de niveaus 2 en 3 leggen de eed af in handen van de administrateur-generaal of van de door de minister aangewezen ambtenaar.

CHAPITRE IV

De la période d'essai et de la nomination définitive

Art. 20. § 1er. La nomination définitive est subordonnée à l'accomplissement effectif d'une période d'essai d'un an.

Pour le calcul de la durée de la période d'essai effectivement accomplie, toutes les périodes pendant lesquelles l'agent nommé à l'essai est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Ne sont toutefois pas prises en considération, même si l'intéressé est dans la position d'activité de service, les absences qui se produisent après que le stagiaire ait déjà été absent vingt et un jours ouvrables en une ou plusieurs fois.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence :

1° les congés annuels de vacances;
2° les congés accordés en application de l'article 36 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics ou en application des articles 81, §§ 1er et 2 et 82 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

3° les congés exceptionnels visés aux articles 6 et 6bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle;

4° les congés de promotion sociale.

§ 2. L'autorité qui exerce le pouvoir de nomination peut prolonger cette période d'essai à concurrence de six mois au maximum.

Art. 21. § 1er. A l'expiration de la période d'essai, le supérieur hiérarchique désigné par le ministre établit un rapport circonstancié sur la manière de servir de l'agent à l'essai.

Dans les dix jours qui précèdent la fin de la période d'essai, ce rapport doit être visé par l'agent qu'il concerne et transmis pour décision, par la voie hiérarchique, à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination.

§ 2. Le rapport visé au paragraphe 1er proposé, selon le cas :

1° la nomination définitive de l'agent;
2° la prolongation de la période d'essai;
3° la démission d'office de l'agent;
4° la réintégration de l'agent dans son ancien grade à l'institut.

En cas de prolongation de la période d'essai, un nouveau rapport circonstancié est établi, à l'expiration de la période d'essai, sur la manière de servir de l'agent.

La démission d'office de l'agent ou sa réintégration dans son ancien grade à l'institut peuvent être proposées pendant la période d'essai, s'il est suffisamment établi que l'agent ne satisfait pas ou ne pourra satisfaire aux exigences du service.

Art. 22. Les propositions visées à l'article 21, § 2, 2°, 3° et 4°, sont susceptibles de recours conformément aux dispositions du titre VII relatif à la chambre de recours.

Art. 23. La démission d'office des agents à l'essai est prononcée par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination. Dans ce cas, il est conclu avec l'agent, au plus tard à la date de sa démission d'office, un contrat à durée déterminée de trois mois.

Art. 24. Lors de leur admission définitive, les agents sont classés dans l'ordre suivant, avec prise de rang à la date de la nomination à l'essai et en respectant, dans chacun des groupes ci-après, le classement opéré en vertu de l'article 18 :

a) ceux qui donnent satisfaction après la durée normale de la période d'essai;
b) ceux qui donnent satisfaction après prolongation de la période d'essai.

Art. 25. Le présent chapitre ne s'applique pas à la nomination définitive aux grades :

1° d'administrateur;
2° de conseiller ou d'ingénieur conseiller, lorsque la personne recrutée est un agent déjà en service titulaire d'un grade du rang 24.

HOOFDSTUK IV. — Proeftijd en benoeming in vast verband

Art. 20. § 1. De benoeming in vast verband is afhankelijk van het effectief vervullen van een proeftijd van één jaar.

Om de effectieve duur van de proeftijd te berekenen worden alle perioden waarin de op proef benoemde ambtenaar in actieve dienst is, in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen, de afwezigheden die zich voordoen nadat de op proef benoemde ambtenaar reeds éenentwintig werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in actieve dienst is.

Komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid niet in aanmerking :

1° het jaarlijks vakantieverlof;
2° de verloven toegestaan bij toepassing van artikel 36 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten of bij toepassing van de artikelen 81, §§ 1 en 2 en 82 van het koninklijk besluit van 23 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° de uitzonderlijke verloven bedoeld bij de artikelen 6 en 6bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid;

4° de verloven voor sociale promotie.

§ 2. De tot benoemen bevoegde overheid kan die proeftijd verlengen met maximum zes maanden.

Art. 21. § 1. Na afloop van de proeftijd maakt de door de minister aangewezen hiërarchische meerdere een omstandig verslag op over de wijze van dienen van de ambtenaar op proef.

Binnen tien dagen vóór het einde van de proeftijd wordt dat verslag geïnspecteerd door de ambtenaar op wie het betrekking heeft, en wordt het langs hiërarchische weg voor beslissing overgezonden aan de tot benoemen bevoegde overheid.

§ 2. In het verslag bedoeld in paragraaf 1 wordt voorgesteld naar gelang van het geval :

1° de benoeming van de ambtenaar in vast verband;
2° de verlenging van de proeftijd;
3° het ambtshalve ontslag van de ambtenaar;
4° de terugplaatsing van de ambtenaar in zijn vroegere graad bij het instituut.

In geval van verlenging van de proeftijd wordt na afloop ervan een nieuw omstandig verslag opgemaakt over de wijze van dienen van de ambtenaar.

Het ambtshalve ontslag van de ambtenaar of diens terugplaatsing in zijn vroegere graad bij het instituut kan tijdens de proeftijd worden voorgesteld indien voldoende vaststaat dat de ambtenaar niet voldoet of niet zal kunnen voldoen aan de vereisten van de dienst.

Art. 22. Tegen de voorstellen bedoeld in artikel 21, § 2, 2°, 3° en 4°, kan beroep worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van titel VII betreffende de raad van beroep.

Art. 23. Het ambtshalve ontslag van de ambtenaren op proef wordt uitgesproken door de overheid die bevoegd is om te benoemen. In dit geval wordt met de betrokkene, ten laatste op de dag van zijn ambtshalve ontslag, een arbeidsovereenkomst voor een bepaalde duur van drie maanden afgesloten.

Art. 24. Bij hun aanstelling in vast verband worden de ambtenaren in de volgende orde rangschikt, met rangneming op de datum van de benoeming op proef en met inachtneming, in elke van de hiernavolgende groepen, van de krachtens artikel 18 opgemaakte rangschikking :

a) zij die na de normale duur van de proeftijd voldoening geven;
b) zij die voldoening geven na verlenging van de proeftijd.

Art. 25. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de benoeming in vast verband tot de graden van :

1° administrateur;
2° adviseur of ingenieur-adviseur wanneer de geworven persoon een reeds in dienst getreden ambtenaar is die een graad van rang 24 bekleedt.

TITRE III. — Des devoirs

Art. 26. Les agents doivent, en toutes occasions, veiller à la sauvegarde des intérêts de l'institut. Ils sont tenus d'accomplir personnellement et consciencieusement les obligations de service qui leur sont imposées par les règlements en vigueur à l'institut.

Ils exécutent ponctuellement leurs ordres de service et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable.

Art. 27. Ils sont tenus à la plus stricte politesse, tant dans leurs rapports de service avec leurs supérieurs, collègues ou inférieurs, que dans leurs rapports avec le public. Ils doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Ils doivent, dans le service ainsi que dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction.

Art. 28. Il ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Il leur est interdit de révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques.

Art. 29. Il leur est interdit de solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 30. Nulle recommandation touchant aux matières réglées par le présent statut ne peut être accueillie par les agents, ni figurer aux dossiers administratifs.

Art. 31. Les agents répondent vis-à-vis de leurs supérieurs hiérarchiques du bon fonctionnement des services dont la direction leur est confiée. Ils sont, de ce fait, tenus de réprimer ou de provoquer la répression des abus, négligences ou infractions aux lois et règlements qu'ils seraient amenés à constater dans l'exercice de leurs fonctions.

Le supérieur est responsable des ordres qu'il donne.

Art. 32. Indépendamment de l'application des lois pénales, toute contravention aux dispositions du présent titre est punie de l'une des peines disciplinaires prévues à l'article 34.

TITRE IV. — Des incompatibilités

Art. 33. Est incompatible avec les fonctions d'agent de l'institut, toute occupation exercée par lui-même ou par personne interposée, qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

TITRE V. — Du régime disciplinaire

Art. 34. Les peines sont :

- 1° la réprimande;
- 2° le retard dans l'avancement, dont la durée ne peut excéder un an;
- 3° la suspension disciplinaire de courte durée, qui ne peut excéder huit jours;
- 4° la rétrogradation temporaire, dont la durée ne peut excéder deux ans;
- 5° la suspension disciplinaire;
- 6° la rétrogradation;
- 7° la démission disciplinaire;
- 8° la révocation.

Art. 35. La peine disciplinaire énumérée à l'article 34, 1°, est prononcée par le supérieur hiérarchique désigné par le ministre.

Les autres peines sont proposées par le supérieur hiérarchique désigné par le ministre; elles sont prononcées par l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination. Toutefois, lorsque la chambre de recours a donné un avis favorable à l'agent poursuivi disciplinairement, la décision est prise par le ministre, conformément à l'article 54.

Art. 36. Aucune peine ne peut être infligée sans que l'intéressé ait eu, au préalable, l'occasion de s'expliquer ou de se justifier.

TITEL III. — Plichten

Art. 26. De ambtenaren moeten in alles de belangen van het instituut behartigen. Zij zijn gehouden persoonlijk en nauwgezet de dienstverplichtingen na te komen, hun opgelegd door de reglementen die van kracht zijn bij het instituut.

Zij voeren stipt de dienstorders uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Zonder voorafgaande toestemming mogen zij de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 27. Zij zijn gehouden tot de meest volstrekte beleefdheid, zowel in hun dienstbetrekkingen met hun meerderen, collega's of minderen, als in hun omgang met het publiek. Zij moeten elkaar helpen in de mate waarin het dienstbelang dit vereist;

Zij moeten, zowel in dienstverband als in hun privé-leven, alles vermijden wat het vertrouwen van het publiek kan schaden of afbreuk kan doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.

Art. 28. Zij mogen zich niet inlaten met enige werkzaamheid die in strijd is met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van 's lands onafhankelijkheid op het oog heeft of die de landverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België, strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid, in gevaar brengt. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medewerking verlenen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met een soortgelijke werkzaamheid.

Het is hun verboden feiten bekend te maken die zij kennen uit hoofde van hun ambt en die door hun aard of krachtens voorschriften van hiërarchische meerderen geheim zijn.

Art. 29. Het is hun verboden, zelfs buiten hun ambt doch ter oorzaak ervan, rechtstreeks of via tussenpersonen, giften, beloningen of enig voordeel te vragen, te eisen of aan te nemen.

Art. 30. Geen aanbeveling omtrent bij dit statuut geregelde zaken mag door ambtenaren in overweging genomen worden, noch in administratieve dossiers voorkomen.

Art. 31. De ambtenaren staan tegenover hun hiërarchische meerderen in voor de behoorlijke werking van de diensten waarvan de leiding hun is opgedragen. Derhalve moeten zij misbruiken, nalatigheden of overtredingen van wetten en reglementen, welke zij bij het uitoefenen van hun ambt mochten vaststellen, bestraffen of doen bestraffen.

De meerdere staat in voor de bevelen die hij geeft.

Art. 32. Afgezien van de toepassing van de strafwetten, wordt iedere overtreding van de bepalingen van deze titel gestraft met één van de bij artikel 34 gestelde tuchtstraffen.

TITEL IV. — Onverenigbaarheden

Art. 33. Met het ambt van ambtenaar van het instituut is onverenigbaar, elke bezigheid die door de belanghebbende zelf of door een tussenpersoon verricht wordt en die het vervullen van ambts-plichten in de weg kan staan of met de waardigheid van het ambt in strijd is.

TITEL V. — Tuchtregeling

Art. 34. De straffen zijn :

- 1° de berisping;
- 2° het uitstel van bevordering, waarvan de duur één jaar niet mag overschrijden;
- 3° de tuchtschorsing van korte duur, die acht dagen niet mag overschrijden;
- 4° de tijdelijke terugzetting in rang, waarvan de duur twee jaar niet mag overschrijden;
- 5° de tuchtschorsing;
- 6° de terugzetting in rang;
- 7° het ontslag bij tuchtmaatregel;
- 8° de afzetting.

Art. 35. De tuchtstraf vermeld in artikel 34, 1°, wordt door de door de minister aangewezen hiërarchische meerdere uitgesproken.

De andere straffen worden door de door de minister aangewezen hiërarchische meerdere voorgedragen; zij worden uitgesproken door het gezag dat tot benoemen bevoegd is. Heeft de raad van beroep evenwel een advies uitgebracht dat gunstig is voor de tucht-rechtelijk vervolgte ambtenaar, dan wordt de beslissing door de minister getroffen, overeenkomstig artikel 54.

Art. 36. Geen straf mag worden opgelegd dan nadat de betrokkene de gelegenheid heeft gehad zich nader te verklaren of zich te rechtvaardigen.

Art. 37. L'agent à charge de qui une peine autre que la réprimande est proposée, peut demander à être entendu par la chambre de recours.

Art. 38. Il ne peut être infligé plusieurs peines disciplinaires pour une même faute ou pour plusieurs fautes commises simultanément.

Art. 39. Les actions pénales sont suspensives de la procédure et du prononcé disciplinaires.

Art. 40. La révision des peines à la demande de l'agent et leur effacement ont lieu dans les cas et suivant le mode à déterminer par Nous. L'action disciplinaire se prescrit dans les conditions à déterminer par Nous.

TITRE VI. — Du signalement

Art. 41. Le signalement est obligatoire pour tout agent définitif classé dans un rang inférieur au rang 15.

Il a pour objet de renseigner l'institut sur la valeur, les aptitudes, le rendement et les mérites de ses agents.

Art. 42. Le signalement est attribué annuellement par le conseil de direction.

Art. 43. Les appréciations émises dans le dossier de signalement sont synthétisées par l'une des mentions suivantes, laquelle constitue le signalement proprement dit : « très bon », « bon » et « insuffisant ».

Art. 44. Le supérieur hiérarchique désigné par le ministre propose le signalement qu'il estime devoir attribuer à chaque agent.

Art. 45. Tout agent peut prendre connaissance de son dossier de signalement.

Ce dossier contient la relation de tous faits ou toutes constatations précises, susceptibles de servir d'éléments d'appréciation.

Ces relations et constatations ne peuvent, toutefois, avoir trait qu'à l'exercice de la fonction ou à la vie privée dans ses rapports avec la fonction. Elle doivent être visées par les intéressés au moment où elles sont consignées au dossier.

Art. 46. Les propositions d'attribution de signalement sont obligatoirement soumises au visa de l'intéressé avant d'être transmises au conseil de direction.

Lorsque le conseil de direction s'écarte de la proposition du supérieur hiérarchique compétent, il émet un avis motivé. Cet avis est notifié à l'agent.

Si l'agent s'estime lésé par la mention de signalement qui lui est attribuée, il peut saisir la chambre de recours.

Art. 47. Le signalement est attribué pour la première fois à l'agent dans l'année de sa nomination définitive en qualité d'agent de l'institut.

Un nouveau signalement est attribué à l'agent si, depuis l'attribution de son dernier signalement, il a été nommé à un grade autre que celui dont il était titulaire au moment de cette attribution.

Le nouveau signalement doit être attribué dans les six mois de cette nomination.

Le signalement dont l'agent est titulaire est pris en considération pour la promotion ou le changement de grade, lorsque le nouveau signalement visé à l'alinéa 2 ne lui a pas encore été attribué.

TITRE VII. — De la chambre de recours

Art. 48. Il est institué une chambre de recours. Elle connaît des recours en matière disciplinaire, des demandes en révision de signalement et des autres mesures ou propositions dont elle peut être saisie en application des dispositions du présent statut ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

Elle se prononce par voie d'avis motivé.

Art. 49. La chambre de recours comprend une section d'expression française et une section d'expression néerlandaise.

Le régime linguistique auquel appartient l'agent détermine la section devant laquelle il comparait.

Art. 50. Chaque section de la chambre de recours comprend un président, des assesseurs, un greffier-rapporteur et des suppléants.

Le président, magistrat, est nommé par le ministre.

Les assesseurs sont choisis parmi les agents définitifs, en activité de service, âgés de 35 ans au moins et comptant au moins dix ans de bons services. A défaut d'agents satisfaisant à une de ces conditions, il peut y être dérogé.

Art. 37. De ambtenaar in wiens opzicht een andere straf dan de berisping is voorgesteld, mag vragen om door de raad van beroep gehoord te worden.

Art. 38. Het is verboden verscheidene tuchtstraffen op te leggen voor één en hetzelfde vergrijp of voor verscheidene vergrijpen die gelijktijdig bedreven werden.

Art. 39. Strafvordering schorst de procedure en de tuchtspraak.

Art. 40. Herziening van de straffen op verzoek van de ambtenaar en uitwissing ervan geschieden in de gevallen en op de wijze door Ons te bepalen. De tuchtvordering verjaart onder de door Ons te bepalen voorwaarden.

TITEL VI. — Beoordeling

Art. 41. De beoordeling is verplicht voor ieder vastbenoemd ambtenaar met een rang lager dan rang 15.

Zij heeft tot doel het instituut in de lichten omtrent de waarde, de bekwaamheid, de prestatie en de verdiensten van zijn ambtenaren.

Art. 42. De beoordeling wordt jaarlijks toegekend door de directieraad.

Art. 43. De waardeoordelen die in de beoordelingsdossiers worden uitgebracht, worden samengevat in één van de volgende vermeldingen, welke de eigenlijke beoordeling vormt : « zeer goed », « goed » en « onvoldoende ».

Art. 44. De door de minister aangewezen bevoegde hiërarchische meedere stelt de beoordeling voor die hij meent te moeten toekennen aan iedere ambtenaar.

Art. 45. Iedere ambtenaar kan van zijn beoordelingsdossier kennis nemen.

Dat dossier bevat het relaas van alle feiten of alle nauwkeurige bevindingen die als beoordelingsgrond kunnen dienen.

Relaas en bevindingen mogen echter alleen de ambtsuitoefening of het privé-leven in verband met het ambt betreffen. Zij moeten door de belanghebbenden gevisieerd worden op het tijdstip waarop zij in het dossier worden aangetekend.

Art. 46. De voorstellen tot toekenning van een beoordeling moeten ter visering aan belanghebbende worden voorgelegd vooraleer zij aan de directieraad worden overgezonden.

Wanneer de directieraad het voorstel van de bevoegde hiërarchische meedere niet volgt, brengt hij een met redenen omkleed advies uit. Van dat advies wordt aan de ambtenaar kennis gegeven.

Indien de ambtenaar zich benadeeld acht door de hem toegekende beoordelingsvermelding, kan hij zich tot de raad van beroep wenden.

Art. 47. De beoordeling wordt voor de eerste maal aan de ambtenaar toegekend binnen een jaar na diens benoeming in vast verband als ambtenaar van het instituut.

Aan de ambtenaar wordt een nieuwe beoordeling toegekend indien hij sedert de toekenning van zijn laatste beoordeling benoemd is tot een andere graad dan die welke hij bekleedde op het ogenblik dat die beoordeling werd toegekend.

De nieuwe beoordeling moet binnen zes maanden na die benoeming worden toegekend.

De beoordeling die de ambtenaar verkregen heeft, wordt in aanmerking genomen voor de bevordering of de verandering van graad wanneer de nieuwe beoordeling bedoeld in het tweede lid hem nog niet is toegekend.

TITEL VII. — Raad van beroep

Art. 48. Een raad van beroep wordt ingesteld. Hij neemt kennis van de beroepen in tuchtzaken, de aanvragen om herziening van de beoordeling en de overige maatregelen of voorstellen waartegen met toepassing van dit statuut of van ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten, bij die raad kan worden opgekomen.

Hij brengt een met redenen omkleed advies uit.

Art. 49. De raad van beroep omvat een franstalige en een nederlandsstalige afdeling.

De taalregeling waartoe de ambtenaar behoort bepaalt voor welke afdeling hij verschijnt.

Art. 50. Iedere afdeling van de raad van beroep is samengesteld uit een voorzitter, assessoren, een griffier-rapporteur en plaatsvervaarders.

De voorzitter, die een magistraat is, wordt door de minister benoemd.

De assessoren worden gekozen onder de vastbenoemde ambtenaren in actieve dienst, die ten minste 35 jaar oud zijn en ten minste tien jaar goede dienst tellen. Bij ontstentenis van ambtenaren die aan één van die voorwaarden voldoen, kan ervan worden afgeweken.

Ils sont désignés pour moitié par le ministre et pour l'autre moitié par les organisations syndicales représentatives qui siègent au comité de secteur VIII, à raison d'un assesseur par organisation.

Les assesseurs désignés par les organisations syndicales doivent être agréés par le ministre.

Lorsque le ministre se propose de refuser l'agrément, il prend préalablement l'avis du comité de secteur précité.

Le greffier-rapporteur est désigné par le ministre. Il n'a pas voix délibérative.

Les suppléants du président, des assesseurs et du greffier-rapporteur, sont désignés de la même manière que ceux-ci.

Art. 51. Les assesseurs effectifs ou suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un rang au moins égal à celui du requérant.

Lorsque le nombre d'assesseurs effectifs ou suppléants répondant à cette condition est insuffisant, il est procédé, suivant les règles en vigueur pour la désignation des assesseurs effectifs ou suppléants, à la désignation d'assesseurs temporaires répondant à toutes les conditions requises.

Chaque section de la chambre de recours siège valablement dès lors que le nombre d'assesseurs est au moins égal à la moitié plus un du nombre d'assesseurs qui doivent composer la section, sans qu'il puisse être exigé que les assesseurs désignés par les organisations syndicales et ceux qui sont désignés par le ministre soient en nombre égal.

Si, eu égard au rang du requérant, il est impossible de réunir le quorum précité parmi les agents de l'institut, les assesseurs temporaires peuvent être choisis parmi les fonctionnaires des administrations de l'Etat ou d'autres organismes d'intérêt public.

Art. 52. Le requérant a la faculté de récuser, d'une part, un des assesseurs désignés par le ministre et, d'autre part, un des assesseurs désignés par les organisations syndicales.

Est en outre récuse, l'assesseur qui de l'avis du président pourrait être considéré comme juge et partie.

Art. 53. Le vote a lieu au scrutin secret. En cas de partage des voix, l'avis est tenu pour favorable au requérant.

Art. 54. Lorsque l'agent a introduit un recours contre une proposition ou une décision le concernant devant la chambre de recours et que l'avis de celle-ci lui est favorable, la décision du ministre est notifiée à la chambre de recours.

Lorsque la chambre de recours émet un avis défavorable au requérant à la suite d'un recours contre une décision, celle-ci est maintenue.

Lorsque la chambre de recours émet un avis défavorable au requérant à la suite d'un recours contre une proposition, l'autorité compétente prend la décision.

Art. 55. La chambre de recours établit son règlement d'ordre intérieur, avec l'approbation du ministre.

TITRE VIII. — Du conseil de direction

Art. 56. A défaut de dispositions particulières prises par Nous, le Conseil de direction comprend obligatoirement les agents titulaires d'un emploi statutaire classé aux rangs 16 ou 15.

Il est présidé par l'administrateur général de l'institut. Celui-ci dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité de voix.

TITRE IX. — De la carrière

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 57. La promotion est la nomination d'un agent à un grade d'un rang supérieur classé au même niveau ou à un niveau supérieur.

Art. 58. Le ministre fixe pour chacun des grades accessibles par promotion, la liste des grades qui y donnent accès.

Art. 59. Les épreuves de carrière sont organisées lorsque le ministre ou son délégué estime que l'intérêt de l'institut l'exige. Pour l'organisation, le ministre fait appel au Secrétariat permanent de recrutement.

Art. 60. Le changement de grade est la nomination d'un agent à un grade équivalent.

Zij worden voor de helft aangewezen door de minister, voor de andere helft door de representatieve vakorganisaties die zitting hebben in het sectorcomité VIII naar rato van één assessor per organisatie.

De assessoren die door de vakorganisaties worden aangewezen moeten door de minister worden erkend.

Wanneer de minister voornemens is de erkenning te weigeren, wint hij vooraf het advies in van voornoemd sectorcomité.

De griffier-rapporteur wordt aangewezen door de minister. Hij is niet stemgerechtigd.

De plaatsvervangers voor de voorzitter, voor de assessoren en voor de griffier-rapporteur worden op dezelfde wijze aangewezen als deze laatsten.

Art. 51. De gewone of plaatsvervangende assessoren die zitting hebben voor het onderzoek van een zaak, moeten ten minste tot dezelfde rang behoren als die van de verzoeker.

Wanneer te weinig gewone of plaatsvervangende assessoren aan die eis voldoen, worden volgens de regelen die voor de aanwijzing van gewone en plaatsvervangende assessoren gelden, tijdelijke assessoren aangewezen die aan alle eisen voldoen.

Elke afdeling van de raad van beroep houdt op geldige wijze zitting zodra het aantal assessoren ten minste de helft plus één bedraagt van het aantal assessoren waaruit de afdeling moet bestaan, zonder dat kan worden geëist dat de assessoren die door de vakorganisaties zijn aangewezen en degenen die door de minister zijn aangewezen, even talrijk zijn.

Kan het voormelde quorum wegens de rang van de verzoeker niet met de ambtenaren van het instituut worden bereikt, dan kunnen de tijdelijke assessoren worden gekozen uit de ambtenaren van de rijksbesturen of van andere instellingen van openbaar nut.

Art. 52. De verzoeker heeft het recht eensdeels één van de door de minister aangewezen en anderdeels één van de door de vakorganisaties aangewezen assessoren te wraken.

Gewraakt wordt bovendien de assessor die naar het oordeel van de voorzitter als rechter in eigen zaak beschouwd zou kunnen worden.

Art. 53. De stemming is geheim. Bij staking van stemmen wordt het advies als gunstig voor de verzoeker beschouwd.

Art. 54. Wanneer de ambtenaar bij de raad van beroep een beroep heeft ingesteld tegen een voorstel of een beslissing die op hem betrekking heeft en het advies van die raad is gunstig, dan wordt de beslissing van de minister aan de raad van beroep ter kennis gebracht.

Wanneer de raad van beroep naar aanleiding van een beroep tegen een beslissing een advies uitbrengt dat voor verzoeker ongunstig is, wordt die beslissing gehandhaafd.

Wanneer de raad van beroep naar aanleiding van een beroep tegen een voorstel een advies uitbrengt dat voor verzoeker ongunstig is, neemt de bevoegde overheid de beslissing.

Art. 55. De raad van beroep maakt zijn huishoudelijk reglement op met goedkeuring van de minister.

TITEL VIII. — Directieraad

Art. 56. Bij ontstentenis van bijzondere bepalingen door Ons vastgesteld, bestaat de Directieraad verplicht uit de ambtenaren die titularis zijn van een statutaire betrekking ingedeeld in de rangen 16 of 15.

Hij wordt voorgezeten door de administrateur-generaal van het instituut. De voorzitter beschikt over een beslissende stem bij staking van stemmen.

TITEL IX. — Loopbaan

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. 57. De bevordering is de benoeming van een ambtenaar tot een graad van een hogere rang, die bij hetzelfde of bij een hoger niveau is ingedeeld.

Art. 58. De minister bepaalt voor elk der graden die toegankelijk zijn bij wege van bevordering, de lijst van de graden die er toegang toe verlenen.

Art. 59. De loopbaanexamens worden georganiseerd als de minister of zijn gemachtigde oordeelt dat het belang van het instituut het vergt. Voor de organisatie doet de minister een beroep op het vast wervingssecretariaat.

Art. 60. De verandering van graad is de benoeming van een ambtenaar tot een graad die gelijkwaardig is.

Art. 61. Le mandat est la désignation, pour un terme de six ans renouvelable, d'un agent à l'un des emplois visés à l'article 10.

Art. 62. Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires contraires, la promotion, le changement de grade et l'attribution d'un mandat ne peuvent avoir lieu qu'en cas de vacance d'un emploi permanent du grade à conférer.

L'agent soumis au signalement doit avoir au moins la mention « bon ».

Art. 63. La promotion en carrière plane consiste en des nominations successives d'un agent à des grades d'un rang de plus en plus élevé d'un même niveau, sans qu'il existe des emplois permanents vacants des grades à conférer et sans que l'intéressé doive faire acte de candidature.

Art. 64. Toute nomination et toute attribution d'un mandat est portée à la connaissance du personnel.

CHAPITRE II. — De la promotion

Art. 65. § 1er. La promotion à un grade du niveau 2 est subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen.

Le ministre détermine les conditions de participation aux concours et examens, et la procédure à suivre pour la promotion.

§ 2. Pour être promu à un grade du rang 24, les lauréats doivent compter une ancienneté de niveau de trois ans au moins.

§ 3. Pour être promu à un grade du rang 21, les lauréats doivent compter une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 66. Peuvent être promus au grade d'administrateur, les agents titulaires d'un grade des rangs 14, 13 et 12 qui comptent une ancienneté de sept ans au moins dans le niveau 1 et possèdent le diplôme requis pour être nommés par recrutement au grade de conseiller ou à celui d'ingénieur-conseiller.

Art. 67. Par dérogation à l'article 65, peuvent être promus au grade de contrôleur en chef, les agents titulaires du grade de contrôleur qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

Art. 68. Par dérogation à l'article 65, peuvent être promus au grade de contrôleur, les agents titulaires d'un grade du rang 21 qui comptent une ancienneté de niveau de trois ans au moins.

Art. 69. § 1er. Le ministre détermine les modalités selon lesquelles la vacance d'un emploi à conférer par une promotion qui n'est pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen est portée à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés.

Sont seuls pris en considération, les titres des agents qui ont présenté leur candidature dans la forme et le délai fixés par le ministre.

§ 2. Le conseil de direction examine les candidatures, donne un avis motivé sur celles-ci et établit une proposition de nomination.

Les propositions sont notifiées à tous les candidats. L'agent qui s'estime lésé peut introduire une réclamation devant le conseil de direction. Il est, à sa demande, entendu par celui-ci.

Après examen des réclamations, le conseil de direction transmet au ministre son avis motivé, sa proposition définitive de nomination et les réclamations. Si le conseil de direction modifie sa proposition initiale, la nouvelle proposition est notifiée aux candidats.

CHAPITRE III. — De la promotion en carrière plane

Art. 70. Relèvent de la carrière plane, les grades de traducteur-réviseur, de traducteur-réviseur principal et de traducteur-directeur.

Art. 71. Sans préjudice des autres conditions réglementaires imposées pour la promotion à laquelle il prétend, l'agent qui, en raison de son grade, bénéficie d'une carrière plane, obtient successivement la promotion à chacun des grades d'une telle carrière chaque fois qu'il compte neuf ans d'ancienneté de grade.

CHAPITRE IV. — Du changement de grade

Art. 72. Le ministre détermine les grades qui sont susceptibles d'être conférés par changement de grade ainsi que les grades qui y donnent accès.

Peuvent seuls obtenir un changement de grade, les agents qui comptent une ancienneté de grade de six mois au moins.

En raison de la nature des fonctions à conférer, le ministre peut déterminer les conditions et les modalités de changement de grade. Il peut subordonner le changement de grade à une vérification des aptitudes professionnelles requises pour exercer la fonction du grade à conférer. Dans ce cas, il détermine les modalités de cette vérification.

Art. 61. Het mandaat is de aanwijzing van een ambtenaar voor één van de in artikel 10 bedoelde betrekkingen, voor een termijn van zes jaar die kan worden hernieuwd.

Art. 62. Onverminderd andersluidende wettelijke of reglementaire bepalingen, zijn bevordering, graadverandering en toekenning van een mandaat slechts mogelijk indien er een vaste betrekking van de toe te kennen graad vacant is.

De ambtenaar die aan een beoordeling onderworpen is, moet minstens de vermelding « goed » hebben.

Art. 63. De bevordering in een vlakke loopbaan bestaat in opeenvolgende benoemingen van een ambtenaar tot graden van een steeds hogere rang van een zelfde niveau die plaats hebben zonder dat er vaste betrekkingen van de te verlenen graden vacant zijn en zonder verplichting voor de betrokkene om te solliciteren.

Art. 64. Iedere benoeming en elke toekenning van een mandaat wordt ter kennis gebracht van het personeel.

HOOFDSTUK II. — Bevordering

Art. 65. § 1. De bevordering tot een graad van niveau 2 is afhankelijk van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

De minister bepaalt de voorwaarden die moeten worden vervuld om deel te nemen aan de vergelijkende examens en examens, en de procedure die moet worden gevolgd bij bevordering.

§ 2. Om te worden bevorderd tot een graad van rang 24, moeten de geslaagden een niveauanciënniteit van ten minste drie jaar hebben.

§ 3. Om te worden bevorderd tot een graad van rang 21, moeten de geslaagden een niveauanciënniteit van ten minste drie jaar hebben.

Art. 66. Tot de graad van administrateur kunnen worden bevorderd, de ambtenaren die bekleed zijn met een graad van rang 14, 13 en 12 met een anciënniteit van ten minste zeven jaar in niveau 1, en die in het bezit zijn van het diploma dat vereist is om bij aanwerving te worden benoemd tot adviseur of ingenieur-adviseur.

Art. 67. In afwijking van artikel 65, kunnen de ambtenaren met de graad van controleur met ten minste drie jaar graadanciënniteit worden bevorderd tot de graad van hoofdcontroleur.

Art. 68. In afwijking van artikel 65, kunnen de ambtenaren met een graad van rang 21 met ten minste drie jaar niveauanciënniteit worden bevorderd tot de graad van controleur.

Art. 69. § 1. De minister bepaalt op welke wijze aan de voor benoeming in aanmerking komende ambtenaren kennis wordt gegeven van de vacature van een betrekking die bij wege van bevordering te verlenen is en niet afhankelijk is van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

Alleen de aanspraken van de ambtenaren die in de vorm en binnen de termijn bepaald door de minister hun sollicitaties hebben ingediend, komen in aanmerking.

§ 2. De directieraad onderzoekt de sollicitaties, geeft een met redenen omkleed advies hierover en doet een voorstel tot benoeming.

De voorstellen worden aan alle gegadigden ter kennis gebracht. De ambtenaar die zich benadeeld acht kan bij de directieraad een bezwaarschrift indienen. Hij wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord.

Na de bezwaarschriften te hebben onderzocht, zendt de directieraad de minister zijn met redenen omkleed advies, zijn definitief benoemingsvoorstel en de bezwaarschriften. Indien de directieraad zijn oorspronkelijk voorstel wijzigt, wordt het nieuwe voorstel aan de gegadigden ter kennis gebracht.

HOOFDSTUK III. — Bevordering in een vlakke loopbaan

Art. 70. Onder de vlakke loopbanen vallen de graden van vertaler-revisor, eerstaanwezend vertaler-revisor en vertaler-directeur.

Art. 71. Onverminderd de andere reglementaire voorwaarden die gelden voor de bevordering waarop hij aanspraak maakt, bekomt de ambtenaar, die uit hoofde van zijn graad een vlakke loopbaan geniet, opeenvolgend de bevordering tot elk van de graden van die loopbaan telkens hij negen jaar graadanciënniteit heeft.

HOOFDSTUK IV. — Verandering van graad

Art. 72. De minister bepaalt de graden die bij wege van verandering van graad kunnen worden toegekend, alsook de graden die er toegang toe verlenen.

Voor verandering van graad komen alleen de ambtenaren die ten minste zes maanden graadanciënniteit tellen in aanmerking.

Wegens de aard van het te verlenen ambt kan de minister de voorwaarden en nadere regelen inzake verandering van graad vaststellen. Hij kan de verandering van graad afhankelijk stellen van een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid die vereist is voor het uitoefenen van het ambt van de te verlenen graad. In dat geval bepaalt hij de nadere regelen van dit onderzoek.

CHAPITRE V. — De l'attribution d'un mandat

Art. 73. Un mandat est attribué au choix par le ministre aux agents revêtus du grade d'administrateur.

Le ministre détermine les modalités selon lesquelles la vacance d'un mandat à conférer est portée à la connaissance des administrateurs. Sont seules prises en considération les candidatures introduites dans la forme et les délais fixés par le ministre.

TITRE X. — De l'ancienneté et du classement

Art. 74. Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté, l'ordre de classement entre agents dont l'ancienneté doit être comparée s'établit de la façon suivante :

- 1° l'agent le plus ancien en grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade;

a) d'après le classement établi conformément au règlement de l'épreuve, si l'accès au nouveau grade est subordonné à la réussite d'une épreuve;

b) d'après l'ordre chronologique des arrêtés de nomination si la promotion a lieu au choix et, en cas d'égalité, d'après le classement dans le grade précédent;

c) d'après le classement dans le grade précédent, si le changement de grade est accordé sans épreuve préalable à des agents titulaires du même grade; si les agents intéressés sont titulaires de grades différents, il est tenu compte successivement de l'ancienneté de rang, de niveau et de service; en cas d'égalité, la préférence est accordée à l'agent le plus âgé.

Art. 75. L'ancienneté de grade, l'ancienneté de rang, l'ancienneté de niveau et l'ancienneté de service correspondent à la somme des mois entiers du calendrier, compris dans les services admissibles pour leur calcul.

Art. 76. § 1er. Pour le calcul de l'ancienneté de grade, de rang, de niveau ou de service, sont seuls admissibles les services effectifs que l'agent a prestés, sans interruption volontaire, à l'institut.

L'interruption est volontaire lorsqu'elle est consécutive à une demande de l'agent ou lorsqu'elle est due à sa faute.

§ 2. Pour l'ancienneté de grade, les services admissibles sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé aux grades pris en considération par les dispositions qui doivent lui être appliquées, ou à laquelle il a été classé pour la promotion par un effet rétroactif formel de sa nomination à de tels grades.

§ 3. L'agent est réputé prester des services effectifs tant qu'il se trouve dans une position administrative qui lui vaut, en vertu de son statut, son traitement d'activité ou, à défaut, la conservation de ses titres à l'avancement de traitement.

TITRE XI. — Des mutations

Art. 77. La mutation est l'affectation d'un agent dans un autre service de l'institut.

Elle est décidée par le ministre qui, en ce qui concerne les agents des niveaux 2 et 3 peut déléguer ce pouvoir à l'administrateur général.

Art. 78. Des mutations peuvent être imposées dans l'intérêt du service ou lorsqu'elles sont rendues nécessaires, soit par défaut d'emploi, soit pour incapacité physique.

Des mutations pour convenance personnelle sont accordées selon les modalités déterminées par le ministre.

Art. 79. L'agent auquel une mutation est imposée à l'occasion d'une promotion ou d'un changement de grade peut la refuser. Dans ce cas, la promotion ou le changement de grade ne lui est pas attribué mais il conserve ses droits à une nomination éventuelle ultérieure aussi longtemps qu'il satisfait à toutes les conditions réglementaires.

Art. 80. Lorsque du fait de l'agent, il est reconnu nécessaire de le changer de milieu de travail, la mutation est susceptible de recours, conformément aux dispositions du titre VII. Le recours n'est pas suspensif.

HOOFDSTUK V. — Toekenning van een mandaat

Art. 73. Een mandaat wordt door de minister bij keuze toegekend aan de ambtenaren bekleed met de graad van administrateur.

De minister bepaalt de wijze waarop de vacature van een te verlenen mandaat ter kennis wordt gebracht van de administrateurs. Alleen kandidaturen die zijn ingediend in de vorm en binnen de termijnen bepaald door de minister, worden in aanmerking genomen.

TITEL X. — Anciënniteit en rangschikking

Art. 74. Voor de toepassing van de reglementaire bepalingen die uitgaan van de anciënniteit, wordt onder de ambtenaren, wier anciënniteit moet worden vergeleken, de rangschikking als volgt bepaald :

- 1° de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit :

a) naar de rangschikking opgemaakt overeenkomstig het reglement van het examen, indien het verkrijgen van de nieuwe graad afhankelijk is van het slagen voor een examen;

b) naar de chronologische volgorde van de benoemingsbesluiten, indien de bevordering geschiedt naar keuze, en, in geval van gelijkheid, naar de rangschikking in de vorige graad;

c) naar de rangschikking in de vorige graad, indien de verandering van graad zonder voorafgaand examen wordt toegekend aan ambtenaren die titularis zijn van dezelfde graad; indien de betrokken ambtenaren titularis zijn van verschillende graden, wordt achtereenvolgens de rang, de niveau- en de dienstanciënniteit in aanmerking genomen; in geval van gelijkheid wordt de voorkeur gegeven aan de oudste ambtenaar.

Art. 75. De graad-, de rang-, de niveau- en de dienstanciënniteit zijn gelijk aan de som van de volle kalendermaanden begrepen in de voor het berekenen ervan in aanmerking komende diensten.

Art. 76. § 1. Voor de berekening van de graad-, de rang-, de niveau- of de dienstanciënniteit komen enkel de werkelijke diensten die de ambtenaar zonder vrijwillige onderbreking bij het instituut heeft verricht in aanmerking.

Vrijwillig is de onderbreking die het gevolg is van een vraag van de ambtenaar of door zijn schuld is veroorzaakt.

§ 2. Voor de graadanciënniteit worden de in aanmerking komende diensten aangerekend vanaf de datum waarop de ambtenaar is benoemd in de graden die door de toe te passen bepalingen in aanmerking worden genomen, of vanaf de datum waarop de ambtenaar voor latere bevordering is gerangschikt ingevolge uitdrukkelijke terugwerking van zijn benoeming in zulke graden.

§ 3. De ambtenaar wordt geacht werkelijke diensten te verrichten, zolang hij zich bevindt in een administratieve stand op grond waarvan hij, krachtens zijn statuut, zijn activiteitswedde of, bij gemis daarvan, zijn aanspraak op bevordering tot een hogere wedde behoudt.

TITEL XI. — Overplaatsingen

Art. 77. Overplaatsing is de aanwijzing van een ambtenaar voor een andere dienst van het instituut.

Tot overplaatsing wordt besloten door de minister, die deze bevoegdheid voor de ambtenaren van de niveaus 2 en 3 kan opdragen aan de administrateur-generaal.

Art. 78. Overplaatsingen kunnen worden opgelegd in het belang van de dienst of wanneer zij noodzakelijk zijn hetzij wegens ontstentenis van betrekking, hetzij wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Overplaatsingen wegens persoonlijke aangelegenheden worden toegestaan op de wijze bepaald door de minister.

Art. 79. De ambtenaar wie een overplaatsing wordt opgelegd ten gevolge van een bevordering of van een verandering van graad mag deze weigeren. In dit geval wordt hem de bevordering of de verandering van graad niet toegekend, doch hij behoudt zijn rechten op een eventueel latere benoeming zolang hij al de voorwaarden vervult die de verordeningsbepalingen stellen.

Art. 80. Wanneer het door toedoen van de ambtenaar noodzakelijk wordt bevonden hem in een andere werkkring te plaatsen, kan tegen de overplaatsing beroep worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van titel VII. Het beroep is niet opschortend.

TITRE XII. — Des positions administratives**CHAPITRE Ier. — Règles générales**

Art. 81. L'agent est dans une des positions suivantes :

- 1° en activité de service;
- 2° en non-activité;
- 3° en disponibilité.

Art. 82. Pour la détermination de sa position administrative, l'agent est toujours censé être en activité de service sauf disposition formelle le plaçant, soit de plein droit soit sur décision de l'autorité compétente, dans une autre position administrative.

CHAPITRE II. — De l'activité de service

Art. 83. Sauf disposition formelle contraire, l'agent en activité de service a droit au traitement et à l'avancement de traitement.

Il peut faire valoir ses titres à la promotion.

Art. 84. Aux conditions fixées par Nous, l'agent en activité de service obtient des congés :

1° pour vacances annuelles et jours fériés, ainsi que des congés de circonstances, de maternité, parentaux, d'accueil en vue de l'adoption, et de la tutelle officieuse, ainsi que de prophylaxie;

- 2° pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 3° pour motifs de convenance personnelle;
- 4° pour promotion sociale;
- 5° pour être mis à disposition du Roi;

6° pour exercer une fonction dans le cabinet d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat ou dans le cabinet du président ou d'un membre de l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région;

7° pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative nationale, communautaire ou régionale ou auprès du président d'un de ces groupes;

- 8° pour mission;
- 9° pour activités syndicales;

10° pour fréquenter les cours de l'école de protection civile ou pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile;

11° pour accomplir, en temps de paix, soit certaines prestations militaires, soit des services conformément aux lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980;

12° pour prestations réduites autorisées après une absence pour maladie ou infirmité;

13° pour prestations réduites autorisées pour des raisons d'ordre social ou familial;

14° pour interruption de la carrière professionnelle.

Dans le cas prévu au 13°, le traitement est fixé en proportion des prestations de l'agent.

En ce qui concerne le congé parental prévu au 1° et dans les cas prévus au 3°, au 8° et au 14°, le traitement n'est pas dû.

Art. 85. Aux conditions fixées par Nous, l'agent en activité de service peut être suspendu de ses fonctions lorsque l'intérêt du service le requiert.

CHAPITRE III. — De la non-activité

Art. 86. Sauf disposition formelle contraire, l'agent qui est dans la position de non-activité, n'a pas droit au traitement.

Il ne peut faire valoir ses titres à la promotion et à l'avancement de traitement qu'aux conditions fixées par Nous.

Art. 87. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 88. Aux conditions fixées par Nous, et sous réserve de l'article 94, l'agent est en non-activité :

1° lorsqu'il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application des lois portant le statut des objecteurs de conscience coordonnées le 20 février 1980;

2° Lorsqu'il est autorisé à poursuivre l'exercice d'une mission qui n'est pas reconnue d'intérêt général;

3° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée;

TITEL XII. — Administratieve standen**HOOFDSTUK I. — Algemene regelen**

Art. 81. De ambtenaar bevindt zich in een van de volgende standen :

- 1° dienstactiviteit;
- 2° non-activiteit;
- 3° beschikbaarheid.

Art. 82. De ambtenaar wordt voor de vaststelling van zijn administratieve stand altijd geacht in actieve dienst te zijn behoudens uitdrukkelijke bepaling die hem hetzij van rechtswege, hetzij bij beslissing van de bevoegde overheid in een andere administratieve stand plaatst.

HOOFDSTUK II. — Dienstactiviteit

Art. 83. Behoudens uitdrukkelijke strijdige bepaling heeft de ambtenaar in actieve dienst recht op wedde en op bevordering tot een hogere wedde.

Hij kan zijn aanspraken op bevordering doen gelden.

Art. 84. Onder de door Ons bepaalde voorwaarden krijgt de ambtenaar in actieve dienst verlof :

1° voor jaarlijkse vakantie en feestdagen, alsmede omstandigheidsverlof en bevallingsverlof, ouderschapsverlof, verlof voor opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij en als voorbehoedsmaatregel;

2° wegens ziekte of gebrekkigheid;

3° wegens persoonlijke aangelegenheden;

4° voor sociale promotie;

5° om ter beschikking van de Koning te worden gesteld;

6° om een ambt uit te oefenen bij het kabinet van een minister of van een staatssecretaris of bij het kabinet van de voorzitter of van een lid van de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest;

7° voor werkzaamheden bij een politieke groep die erkend is in een wetgevende vergadering van de Staat, van een Gemeenschap of een Gewest, respectievelijk bij de voorzitter van een van die groepen;

8° voor opdracht;

9° voor vakbondsopdrachten;

10° om cursussen van de school voor burgerlijke veiligheid bij te wonen of om in vredestijd prestaties te verrichten bij het korps burgerlijke veiligheid;

11° voor het verrichten in vredestijd hetzij van sommige militaire prestaties, hetzij van diensten overeenkomstig de wetten betreffende het statuut van de gewetensbezwaarden gecoördineerd op 20 februari 1980;

12° voor verminderde prestaties toegestaan na een afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid;

13° voor verminderde prestaties toegestaan om redenen van sociale of familiale aard;

14° voor onderbreking van de beroepsloopbaan.

In het geval vermeld onder 13° wordt de wedde vastgesteld in evenredigheid met de prestaties van de ambtenaar.

Voor wat betreft het verlof voor ouderschap vermeld onder 1° en in de gevallen vermeld onder 3°, 8° en 14°, is de wedde niet verschuldigd.

Art. 85. De ambtenaar in actieve dienst kan, onder door Ons gestelde voorwaarden, in zijn ambt worden geschorst, wanneer het belang van de dienst het vereist.

HOOFDSTUK III. — Non-activiteit

Art. 86. Behoudens uitdrukkelijk strijdige bepaling heeft de ambtenaar in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Hij kan alleen onder door Ons gestelde voorwaarden aanspraken op bevordering en op een hogere wedde doen gelden.

Art. 87. Niemand kan in non-activiteit gesteld of gehouden worden wanneer hij aan de vereisten voldoet om in rust te worden gesteld.

Art. 88. Onder de door Ons gestelde voorwaarden en onder voorbehoud van artikel 94 is de ambtenaar in non-activiteit :

1° wanneer hij in vredestijd sommige militaire prestaties verricht of voor de civiele bescherming of voor taken van openbaar nut aangewezen wordt bij toepassing van de wetten houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, gecoördineerd op 20 februari 1980;

2° wanneer hij de toestemming heeft tot het voortzetten van een opdracht die niet van algemeen belang is erkend;

3° wanneer hem, om familiale redenen, toegestaan wordt voor een periode van lange duur afwezig te zijn;

4° lorsqu'il s'absente en raison d'une mission ayant donné lieu à l'exemption du service militaire en application de l'article 16 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962;

5° durant les absences justifiées par une autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle;

6° lorsque, sans autorisation ou sans motif valable, il néglige de reprendre son service ou dépasse la durée de son congé.

Art. 89. La suspension disciplinaire de courte durée et la suspension disciplinaire placent de plein droit l'agent dans la position administrative de non-activité.

Durant les périodes de suspension disciplinaire de courte durée et de suspension disciplinaire, l'agent ne peut faire valoir ses titres à la promotion ou à l'avancement de traitement.

CHAPITRE IV. — De la disponibilité

Art. 90. Aux conditions fixées par Nous, l'agent peut être, sans préavis, placé en position de disponibilité par le ministre ou par l'administrateur général auquel il a confié ce pouvoir :

1° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

2° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

3° pour convenance personnelle.

Art. 91. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

Art. 92. Un traitement d'attente, dont le taux est fixé par Nous, peut être alloué aux agents mis en disponibilité par application de l'article 90, 1° ou 2°.

Le traitement d'attente et les indemnités qui sont éventuellement alloués aux agents en disponibilité, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des agents en activité de service.

Art. 93. L'agent en disponibilité reste à la disposition de l'institut et, s'il possède les aptitudes professionnelles et physiques requises, il peut être rappelé en activité de service aux conditions fixées par le ministre.

Il est tenu de prendre, dans les délais fixés par le ministre ou son délégué, le service qui lui est assigné.

TITRE XIII. — De la cessation définitive des fonctions

Art. 94. Sont d'office et sans préavis démis de leurs fonctions, les agents :

1° dont la nomination est constatée irrégulière dans le délai de recours en annulation devant le Conseil d'Etat; ce délai ne vaut pas en cas de fraude ou dol de l'agent;

2° qui cessent de répondre aux conditions fixées par l'article 12, alinéa 1er, 1°, 3° et 4° du présent statut;

3° qui, après une absence autorisée, négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pendant plus de dix jours consécutifs;

4° qui, sans motif valable, abandonnent leur poste et restent absents pendant plus de dix jours consécutifs;

5° qui, sans motif valable, ne se conforment pas aux dispositions de l'article 93;

6° qui se trouvent dans le cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation de fonctions.

Art. 95. Entraînent également cessation définitive des fonctions :

1° la démission volontaire, l'agent ne pouvant, en ce cas, abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé;

2° la mise à la retraite normale par limite d'âge;

3° la démission disciplinaire et la révocation;

4° la démission d'office prononcée en application des articles 18, § 2, ou 21, § 2.

TITRE XIV. — Dispositions transitoires

Art. 96. Le présent titre est applicable aux agents nommés à l'institut en exécution de l'article 74 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

La liste des grades correspondant aux fonctions visées à l'article 74, alinéa 1er, de la loi précitée est établie par l'annexe III.

4° wanneer hij afwezig is ingevolge een missie die aanleiding heeft gegeven tot vrijstelling van militaire dienst overeenkomstig artikel 16 van de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 30 april 1962;

5° wanneer hij afwezig is op grond van een machtiging om zijn ambt met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid uit te oefenen;

6° wanneer hij, zonder toestemming of aanvaardbare reden, afwezig blijft of de duur van zijn verlof overschrijdt.

Art. 89. Tuchtchorsing van korte duur en tuchtchorsing plaatsen de ambtenaar ambtshalve in de administratieve stand non-activiteit.

Over de periodes van tuchtchorsing van korte duur en tuchtchorsing kan de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering of op een hogere wedde niet doen gelden.

HOOFDSTUK IV. — Disponibiliteit

Art. 90. De ambtenaar kan, onder de door Ons te stellen voorwaarden, zonder opzegging in beschikbaarheid worden gesteld door de minister of de administrateur-generaal aan wie hij die bevoegdheid heeft toevertrouwd :

1° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst;

2° wegens ziekte of gebrekkigheid waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

3° wegens persoonlijke aangelegenheid.

Art. 91. Niemand kan in beschikbaarheid gesteld of gehouden worden, wanneer hij voldoet aan de eisen om in rust te worden gesteld.

Art. 92. Een wachtgeld van een door Ons te bepalen bedrag kan worden verleend aan ambtenaren die overeenkomstig artikel 90, 1° of 2° in beschikbaarheid worden gesteld.

Het wachtgeld en de vergoedingen die eventueel worden toegekend aan ambtenaren in beschikbaarheid, zijn onderworpen aan de mobiliteitsregeling welke geldt voor de bezoldiging van ambtenaren in actieve dienst.

Art. 93. De ambtenaar in beschikbaarheid blijft ter beschikking van het instituut en kan, indien hij de vereiste beroeps- en lichamelijke geschiktheid bezit, in actieve dienst worden teruggeroepen onder de voorwaarden gesteld door de minister.

Hij moet binnen de door de minister of diens gemachtigde gestelde tijd, de hem toegewezen dienst opnemen.

TITEL XIII. — Definitieve ambtsneerlegging

Art. 94. Ambtshalve en zonder opzegging worden uit hun ambt ontslagen :

1° de ambtenaren van wie de benoeming onregelmatig bevonden wordt binnen de termijn voor beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State; die termijn geldt niet in geval van bedrog of arglist van de ambtenaar;

2° ambtenaren die niet meer voldoen aan de eisen gesteld onder artikel 12, eerste lid, 1°, 3° en 4°, van dit statuut;

3° zij die, na een geoorloofde afwezigheid, zonder geldige reden hun dienst niet hervatten en meer dan tien opeenvolgende dagen afwezig blijven;

4° zij die, zonder geldige reden, hun post verlaten en meer dan tien opeenvolgende dagen afwezig blijven;

5° zij die zich, zonder geldige reden, niet naar de bepalingen van artikel 93 gedragen;

6° zij die zich bevinden in de gevallen waarin de toepassing van de burgerlijke wetten en van de strafwetten ambtsneerlegging tot gevolg heeft.

Art. 95. Geven eveneens aanleiding tot definitieve ambtsneerlegging :

1° het vrijwillig ontslag, in welk geval de ambtenaar slechts na behoorlijke machtiging, zijn dienst mag verlaten;

2° normale inruststelling wegens leeftijdsgrens;

3° ontslag bij tuchtmaatregel en afzetting;

4° het ambtshalve ontslag uitgesproken met toepassing van de artikelen 18, § 2 of 21, § 2.

TITEL XIV. — Overgangsbepalingen

Art. 96. Deze titel is van toepassing op de ambtenaren die bij het instituut worden benoemd ter uitvoering van artikel 74 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

De lijst van de graden die overeenstemmen met de ambten bedoeld in artikel 74, eerste lid, van de eerder genoemde wet is opgenomen in bijlage III.

Les grades du niveau 1 repris à cette annexe sont supprimés trois mois après la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, du statut pécuniaire du personnel, du cadre organique et du cadre linguistique de l'institut.

Les titulaires d'un de ces grades supprimés, sont nommés selon le cas au grade d'ingénieur-conseiller ou de conseiller à l'exception des titulaires d'un grade du rang 13 ou du rang 14 qui le conservent à titre personnel tout en occupant un emploi d'un des grades du rang 12 susvisés.

Art. 97. Par dérogation à l'article 76 :

1^o les agents visés à l'article 96 conservent l'ancienneté de grade, de niveau et de service qu'ils avaient dans leur administration d'origine;

2^o les services pris en considération pour l'ancienneté de grade des agents nommés ingénieur-conseiller ou conseiller en application de l'article 96, alinéa 4, sont comptés à partir de la date à laquelle l'agent a été nommé à un grade du niveau 1, dans son administration d'origine;

3^o l'ancienneté de grade des agents visés à l'article 96 nommés à un grade du niveau 3 ou du niveau 2 est comptée en prenant éventuellement en considération l'ancienneté de grade acquise dans un ou plusieurs grades supérieurs dans leur administration d'origine.

Les agents visés à l'article 96 et nommés à l'institut en application de l'article 74, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée, sont censés être titulaires du signalement bon dès cette nomination.

TITRE XV. — Dispositions finales

Art. 98. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 99. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et Entreprises publiques,
G. COËME

De graden van niveau 1, vermeld in die bijlage, worden drie maanden na de datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van dit besluit, het geïdèlijc statuut van het personeel, de personeelsformatie en het taalkader van het instituut, afgeschaft.

De titularissen van één van die afgeschaftc graden worden naargelang het geval benoemd tot de graad van ingenieur-adviseur of adviseur met uitzondering van de titularissen van een graad van rang 13 of rang 14 die deze voor zich persoonlijk behouden terwijl zij een betrekking innemen van één van de voornoemde graden van rang 12.

Art. 97. In afwijking van artikel 76 :

1^o behouden de ambtenaren beoogd in artikel 96 de graad-, de niveau- en de dienstancienniteit die ze verworven hadden in hun administratie van herkomst;

2^o worden de diensten, die in aanmerking genomen worden voor de graadancienniteit van de ambtenaren die in toepassing van artikel 96, vierde lid, tot ingenieur-adviseur of adviseur benoemd zijn, geteld met ingang van de datum waarop de ambtenaar in zijn administratie van herkomst tot een graad van niveau 1 is benoemd;

3^o wordt de graadancienniteit van de ambtenaren beoogd in artikel 96, die benoemd zijn tot een graad van niveau 3 of van niveau 2, geteld mits de eventueel in één of meerdere hogere graden in hun administratie van herkomst verworven graadancienniteit in aanmerking te nemen.

De ambtenaren bedoeld in artikel 96 en bij het instituut benoemd met toepassing van artikel 74, eerste lid van voornoemde wet van 21 maart 1991 worden geacht vanaf die benoeming titularis te zijn van de beoordeling goed.

TITEL XV. — Slotbepalingen

Art. 98. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 99. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COËME

Annexe I

Répartition des grades créés entre les différents niveaux et rangs

Niveau 1 :	Rang 16	Administrateur général Directeur général
	Rang 15 Rang 14	Administrateur Premier directeur administratif (1) Premier directeur administratif (juriste) (1) Premier ingénieur en chef-directeur (1)
Rang 13		Directeur administratif (1) Directeur administratif (juriste) (1) Directeur technique (1) Ingénieur en chef directeur (1)
	Rang 12	Traducteur-directeur (1) Chef de division-inspecteur principal (1) Chef de service (1) Conseiller Ingénieur-conseiller Ingénieur en chef (1) Ingénieur principal des télécommunications (1)
		Rang 11
	Rang 10	Chef de division (1) Ingénieur (1) Traducteur-réviseur

Niveau 2 :	Rang 24	Assistant de direction Chef de section administratif Chef de section technique Contrôleur en chef
	Rang 23	Contrôleur
	Rang 21	Correspondant Technicien
	Rang 32	Correspondant adjoint Chauffeur-mécanicien

(1) grade supprimé trois mois après la date de publication au *Moniteur belge* du statut du personnel, du statut pécuniaire du personnel, du cadre organique et du cadre linguistique de l'Institut.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,

G. COËME

Bijlage I

Opgerichte graden en hun spreiding over de onderscheiden niveaus en rangen

Niveau 1 :	Rang 16	Administrateur-generaal Directeur-generaal	
	Rang 15	Administrateur	
	Rang 14	Eerste administratief directeur (1)	
		Eerste administratief directeur (jurist) (1)	
		Eerste hoofdingenieur-directeur (1)	
	Rang 13	Administratief directeur (1)	
		Administratief directeur (jurist) (1)	
		Hoofdingenieur-directeur (1)	
	Rang 12	Vertaler-directeur (1)	
		Adviseur	
Dienstchef (1)			
Eerstaanwendend afdelingschef-inspecteur (1)			
Eerstaanwendend ingenieur der televerbindingen (1)			
Hoofdingenieur (1)			
Ingenieur-adviseur			
Rang 11	Afdelingschef-inspecteur (1)		
	Eerstaanwendend vertaler-revisor		
	Eerste ingenieur (1)		
Rang 10	Afdelingschef (1)		
	Ingenieur (1)		
	Vertaler-revisor		
Niveau 2 :	Rang 24	Administratief sectiechef Directie-assistent Hoofdcontroleur Technisch sectiechef	
		Rang 23	Controleur
		Rang 21	Correspondent Technicien
		Rang 32	Adjunct-correspondent Autobestuurder-mecanicien

(1) afgeschafte graad drie maanden na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het personeelsstatuut, het geldelijk statuut van het personeel, de personeelsformatie en het taalkader van het instituut.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,

G. COËME

Annexe II

Liste des grades accessibles par voie de recrutement

Niveau 1 :	Administrateur Conseiller Ingénieur-conseiller Traducteur-réviseur
Niveau 2 :	Assistant de direction Chef de section administratif Chef de section technique Correspondant Technicien
Niveau 3 :	Correspondant adjoint Chauffeur-mécanicien

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 mars 1993.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
G. COÛME

Bijlage II

Lijst van de graden toegankelijk bij wege van werving

Niveau 1 :	Administrateur Adviseur Ingénieur-adviseur Vertaler-revisor
Niveau 2 :	Administratief-sectiechef Correspondent Directie-assistent Technicien Technisch sectiechef
Niveau 3 :	Adjunct-correspondent Autobestuurder-mecanicien

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COÛME

Annexe III

Liste des grades visés à l'article 96

Niveau 1 :	Chef de division (toutes spécialisations) Chef de division-inspecteur (toutes spécialisations) Chef de division-inspecteur principal (toutes Spécialisations) Chef de service (toutes spécialisations) Directeur administratif
------------	---

	Directeur administratif (juriste)
	Ingénieur
	Ingénieur en chef
	Ingénieur en chef-directeur
	Ingénieur principal des télécommunications
	Premier directeur administratif
	Premier directeur administratif (juriste)
	Premier ingénieur
	Premier ingénieur en chef directeur
Niveau 2 :	Chef de section administratif
	Chef de section technique
	Contrôleur
	Correspondant
	Technicien
Niveau 3 :	Chauffeur-mécanicien
	Correspondant-adjoint

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 mars 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Communications et des Entreprises publiques,
G. COÛME

Bijlage III

Lijst van de graden bedoeld in artikel 96

Niveau 1 :	Administratief directeur
	Administratief directeur (jurist)
	Afdelingschef (alle specialiteiten)
	Afdelingschef-inspecteur (alle specialiteiten)
	Dienstchef (alle specialiteiten)
	Eerstaanwend afdelingschef-inspecteur (alle specialiteiten)
	Eerstaanwend ingenieur der televerbindingen
	Eerste administratief directeur
	Eerste administratief directeur (jurist)
	Eerste hoofdingenieur-directeur
	Eerste ingenieur
	Hoofdingenieur
	Hoofdingenieur-directeur
	Ingenieur
Niveau 2 :	Administratief sectiechef
	Controleur
	Correspondent
	Technicien
	Technisch sectiechef
Niveau 3 :	Adjunct-correspondent
	Autobestuurder-mecanicien

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 18 maart 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven,
G. COÛME